

les pays du Commonwealth pour répondre aux besoins de ses membres en matière de développement. Il a de façon notable élargi l'entraide au sein de l'association. Environ la moitié des spécialistes affectés dans des pays en voie de développement viennent d'autres pays en voie de développement et leur expérience antérieure est particulièrement utile.

L'assistance technique est fournie dans des domaines très variés, y compris dans des secteurs aussi délicats que les questions constitutionnelles, la politique sociale, la réforme du droit, la rédaction de textes législatifs, la planification fiscale et les négociations internationales. Le Secrétariat possède l'équipe qui a peut-être le plus d'expérience au monde dans les domaines particulièrement vitaux et complexes de l'exploitation des ressources et des négociations avec les sociétés multinationales. Au titre de cette assistance, des centaines de millions de dollars ont été versés aux pays en voie de développement.

Dans certains cas, on envoie aussi des spécialistes; par exemple, le directeur général de la nouvelle Administration des ports des îles Fidji vient de Singapour, la Cour supérieure de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a maintenant un juge africain, et un éducateur éminent de la Trinité vient d'être nommé vice-recteur de la *University of the South Pacific*.

Par un autre programme du CFTC, le Secrétariat organise et finance la formation d'étudiants et de fonctionnaires de pays en voie de développement, parfois en les envoyant à des cours universitaires réguliers, mais le plus souvent, par des affectations temporaires, des voyages d'étude ou des cours techniques spécialisés. Le programme de développement des exportations veut aider les pays en voie de développement à gagner plus de devises grâce à l'exploration de marchés, à la participation aux foires et autres activités de promotion.

Le principe de l'aide multilatérale au développement, à l'échelle du Commonwealth, était inhérent à la création du Secrétariat depuis le début, et les pays en voie de développement (ainsi que le secrétaire général) exercèrent de fortes pressions en vue de sa réalisation. Il fallut tout de même cinq ans (après 1965) pour que les pays les plus industrialisés acceptent d'y contribuer, car auparavant ils objectaient, non pas que le programme serait coûteux, mais qu'il y aurait sans doute des « doubles emplois ». Toutefois, depuis sa mise en œuvre, le programme prospère, les demandes de services affluent et les contributions volontaires tant des pays industrialisés que des pays en voie de

développement se font de plus en plus nombreuses. Les plus gros bailleurs de fonds sont sans contredit le Canada, la Grande-Bretagne et le Nigéria; quant à la Nouvelle-Zélande, c'est le pays qui verse le plus gros montant par habitant. Aujourd'hui, tous les pays membres du Commonwealth ainsi qu'un certain nombre de territoires dépendants cotisent.

Le Fonds est encore très petit par rapport à d'autres fonds multilatéraux comme ceux de la CEE, des producteurs de pétrole ou des Nations Unies, mais il double presque tous les ans et se chiffre à environ dix millions de dollars pour l'année courante. Il jouit d'une grande réputation pour la rapidité avec laquelle ses bureaux répondent aux demandes, pour sa souplesse et la qualité de ses services. Ses frais généraux administratifs s'élèvent à environ 12 pour cent, par rapport à une moyenne minimale de 30 pour cent que doivent dépenser la plupart des organismes d'aide; on voit donc la place qu'il y a pour une assistance mutuelle très pratique au sein d'un groupe comme le Commonwealth. A mon avis, une expansion rapide de ce fonds serait dans l'ordre des choses eu égard au développement et à la stratégie politique fondamentale. J'ai toujours estimé que la santé du Commonwealth et, partant, la valeur qu'il revêt pour ses membres, dépend de la mesure où il est utilisé à bon escient.

Le Secrétariat administre aussi le Programme du Commonwealth pour la jeunesse, création encore plus récente qui date d'une réunion des chefs de gouvernement à Ottawa, en août 1973. Recommandé par les ministres du Commonwealth (en particulier ceux de l'Éducation, de la Jeunesse, du Travail, des Sports et des Services sociaux ainsi que le sénateur Paul Martin, du Canada) au cours d'une conférence qui avait eu lieu plus tôt la même année, à Lusaka, ce programme est issu d'une série d'études et de colloques régionaux organisés par le Secrétariat à la suggestion de M. Harold Wilson, sur les problèmes des adolescents et, plus spécifiquement, sur ceux qui ont quitté l'école et se retrouvent sans emploi.

Une de ses activités clés est la récente organisation de trois centres régionaux, en Zambie, en Guyane et en Inde, pour la formation poussée de responsables des services de jeunesse, où l'accent est mis sur les façons d'aider et de former les jeunes pour qu'ils jouent un rôle constructif dans le développement communautaire et national. Ses ressources, environ un million de dollars par an pour les trois premières années, sont modestes, mais c'est là un domaine vital et stimulant.